

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE
DES SALARIÉS NON CADRES**

(Manche)

(28 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 7 décembre 2009,
Journal officiel du 15 décembre 2009)

AVENANT N° 1 DU 4 JUILLET 2012

NOR : AGRS1397044M

Entre :

La FDSEA de la Manche ;

La FD des CUMA de la Manche,

D'une part, et

Le SATPA CFDT Manche ;

La FGTA FO (section agriculture) ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est rappelé que l'accord collectif faisant l'objet du présent avenant est un accord autonome de la convention collective de travail du 28 septembre 1970 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, les exploitations de cultures légumières et maraîchères, les coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de la Manche.

Article 1^{er}

L'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7

Cotisations

Article 7.1

Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés définis à l'article 4 du présent accord sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale (tranches A et B) servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

Article 7.2

Taux et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est de 1,36 %.

La répartition des cotisations par garantie et la répartition des cotisations entre les employeurs et les salariés pour chacune des garanties sont les suivantes :

(En pourcentage.)

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Décès	0,41		0,41
Incapacité temporaire de travail			
Maintien de salaire	0,24		0,24
Relais maintien de salaire		0,48	0,48
Cotisations assurance charges sociales patronales	0,09		0,09
Incapacité permanente toutes origines	0,06	0,08	0,14
Total	0,80	0,56	1,36

Article 2

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} janvier 2013 si son arrêté d'extension est publié au *Journal officiel* avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication de l'arrêté d'extension.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Saint-Lô, le 4 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)